

MICHEL CAMDESSUS

Ancien directeur général du FMI. Gouverneur honoraire de la Banque de France

Merci, Monsieur le Président. Ne me demandez surtout pas pourquoi, après m'être occupé pendant 13 ans des liquidités mondiales au FMI, je m'occupe maintenant des problèmes de l'eau. C'est probablement une erreur de casting mais, de toute manière, je ne vais pas commenter cela, parce que cela ne rentrerait pas dans le budget de temps que vous contrôlez. Un mot y suffit : « L'eau, c'est la vie » ; il n'est aucun peuple qui ne partage cette conviction. Il est donc essentiel de faire en sorte que tout homme puisse y accéder. Or, l'eau qui est l'Objectif du Millénaire qui commande tous les autres : l'éducation, la santé, la croissance des pays en développement, etc., a été jusqu'à une date très récente une orpheline dans le système des Nations-Unies.

Louise vient de le dire admirablement : il y a 27 organisations dans la constellation des Nations-Unies qui ont une responsabilité pour l'eau. Vous voyez un peu ce que cela peut engendrer comme duplication et désordre de toutes sortes. On avait résolu le problème, du moins il y a quelques années, en décidant que c'était chaque organisation qui, à son tour, pendant un an, aurait le leadership. Cela ne marchait pas très bien, mais cela a culminé au moment où la guerre en Irak a commencé, sous prétexte que Saddam Hussein devait avoir des ambitions nucléaires. Juste à ce moment-là, c'était l'organisation en charge du nucléaire - dirigée par M. El Baradei- qui était en charge de l'eau. Vous imaginez bien que cette année-là, il ne s'est pas beaucoup occupé de l'eau. Il y avait donc quelque chose d'autre à faire. Que s'est-il fait ? Que reste-t-il à faire et comment ?

Des dysfonctionnements dans la gouvernance de l'eau à travers le monde, il y en a à tous les maillons de la chaîne. Nous venons de parler des dysfonctionnements au plan mondial, mais vous en trouvez au plan régional où le problème est rarement abordé ; c'est le cas, en particulier, des eaux transfrontalières et cela va jusqu'au niveau des villages, où que ce soit.

Pour faire face à ces dysfonctionnements, différentes conférences ont eu lieu qui ont culminé à Kyoto en 2003 dont, à Evian, le G8 a eu la bonne idée de se saisir de ses conclusions pour offrir au reste du monde un plan d'action mondiale sur l'eau qui a été, vaille que vaille, mis en œuvre. Au plan des Nations-Unies, on a créé un groupe de conseillers du Secrétaire général qui sert au moins de « mouche du coche » et joue un rôle utile à ce propos.

On a fortement sensibilisé les institutions financières internationales : Banque mondiale, Banque régionale de développement, en particulier. Je voudrais saluer ici l'effort de la Banque africaine de développement, sous la présidence d'un grand marocain, M. Omar Kabbaj, qui a créé en particulier une facilité pour l'eau, dotée de crédits, de dons pour l'essentiel, et dont le mode de fonctionnement consiste à inverser la chaîne habituelle de financement de l'eau centrée sur les trésors nationaux qui, après cela, financent l'eau dans les villes importantes mais très peu dans les villages. Avec cette facilité, c'est l'inverse ; c'est à partir de la demande dans les villages (demande en général d'associations de femmes) que les programmes de financements se mettent en place et déjà 32 millions de personnes en Afrique subsaharienne, en particulier sahéenne, ont été branchées sur l'eau et l'assainissement grâce à cette facilité. Je la signale, parce que le « replanishment » de cette facilité va être au programme de nos gouvernements en 2010 et il est essentiel que cet instrument continue d'être convenablement financé.

Tout ceci a permis quelques progrès non négligeables et il est intéressant de signaler qu'un tiers des pays d'Afrique ont des performances pour se rapprocher des Objectifs du Millénaire qui sont meilleures que

celles de la moyenne mondiale. Cela montre que l'Afrique n'a pas raté ce train, mais nous sommes encore loin du compte.

Que reste-t-il à faire ? Enormément, évidemment. Trop d'enfants meurent de maladies liées à des eaux impures, les diarrhées en particulier ; trop de jeunes filles ne vont pas à l'école dès qu'elles atteignent l'âge de 9 ou 10 ans, parce qu'il n'y a pas d'intimité dans les toilettes ; trop de jeunes filles et de jeunes femmes perdent de longues heures de leur journée, parce qu'elles vont chercher l'eau loin de leur village. Tout ceci suggère en passant que le problème de l'eau est d'abord une injustice faite aux femmes. C'est la raison pour laquelle c'est une injustice silencieuse et qui est particulièrement difficile à régler.

Il y a donc énormément à faire, en particulier au moment où l'on sait que les Objectifs du Millénaire qui étaient de réduire de moitié la proportion des gens dans le monde qui n'avaient pas accès à l'eau ou à son assainissement (1,2 milliard de personnes pour l'accès, 2,6 milliards pour l'assainissement) seront loin d'être atteints en Afrique. C'est une raison de plus de multiplier les efforts, d'autant que par rapport au moment où l'on a fixé ces objectifs, nous avons appris, grâce au GIEC, que les problèmes étaient en train de s'aggraver, que la demande mondiale de l'eau s'accroît à une forte allure, qu'en 2050, 50 % ou probablement plus de la population mondiale serait en situation de stress hydrique. C'est vous dire à quel point un effort pour la réalisation des investissements en infrastructure de l'eau et de son assainissement est essentiel partout.

Comment faire ? Quelques points majeurs : il faut d'abord promouvoir une coopération de l'ensemble des acteurs. Dans ce domaine, on a agi jusqu'ici en ordre totalement dispersé. Si l'on n'arrive pas à améliorer très sensiblement la coopération secteur privé/secteur public, organisations non gouvernementales, coopération au plan national, régional et local, nous ne pourrions atteindre nos objectifs.

Il faut, deuxième principe, se souvenir -et vous le suggérez par vos questions, Monsieur le Président- que le niveau stratégique pour l'action sur l'eau est local. L'eau est locale, presque par essence parce que son coût de transport est élevé et les pertes en ligne élevées. Le niveau stratégique est donc la nation ; c'est la détermination d'avancer au plan national qui fait la différence et c'est ce qui fait que le Maroc a eu dans ce domaine, grâce à la détermination particulière de feu le roi Hassan II, des performances remarquables. Il faut combattre un certain nombre de mythes et de préjugés ; il faut avancer vers la gestion intégrée de l'eau et changer notre regard sur les problèmes agricoles et de sécurité alimentaire, d'adaptation aux changements climatiques. Il faut organiser une coopération régionale et surtout une coopération au niveau des bassins transfrontaliers.

Quels sont les mythes et les préjugés dont je voulais parler et qui ont la vie particulièrement dure ? C'est essentiellement ce vieux mythe selon lequel l'eau nous est donnée par le ciel et, par conséquent, doit être gratuite. Malheureusement le ciel donne l'eau, certes, mais il ne la purifie pas quand elle a été souillée et il ne donne pas les canalisations pour son transport. Si l'on veut vraiment régler le problème de l'eau dans toute sa dimension, il est bien évident qu'il faut que le consommateur paie une partie du coût et ne le laisse pas aux contribuables dont nous savons que, dans les pays en développement comme dans les pays avancés, il va être soumis à une pression particulière au cours des années qui viennent. Il convient donc de mettre en place partout -et notamment dans les pays émergents et en développement- des politiques tarifaires assumant la préoccupation sociale, mais aussi le remboursement des coûts et de la maintenance. C'est absolument essentiel. Là où l'on n'applique pas des politiques tarifaires convenables, on décide de ne pas apporter l'eau aux plus pauvres.

Je signale que dans ce problème de la tarification de l'eau, il y a une variante tout à fait critique compte tenu de ce que nous avons entendu il y a un instant et que nous allons entendre dans un autre instant, c'est la tarification de l'eau en agriculture. L'agriculture emploie environ 70 % de l'eau disponible, mais elle ne paie

pas, et de loin, le coût de cette eau. Ceci entraîne des distorsions formidables dans l'économie de l'eau ; il est clair qu'on ne peut pas changer cela du jour au lendemain, mais qu'il faut le changer, en acceptant le relèvement du prix des produits agricoles.

Je conclus en disant qu'il y a un secret bien gardé qui est l'importance des bassins transfrontaliers de l'eau. Je ne vous pose pas la question, parce que je pense que personne n'aurait la réponse : devinez quelle est la proportion de la population mondiale qui vit dans des bassins transfrontaliers ? Elle est de 40 % et c'est encore beaucoup plus important en Afrique. Or, la coopération au plan de ces bassins, la coopération régionale est très loin d'avoir l'intensité, l'organisation minimale nécessaire. S'il y avait une priorité, je dirais aujourd'hui que c'est celle-là. Je vous fais grâce de mes conclusions plus générales pour faire place au débat.

- *_* -